



Photos du Conseil régional de l'Ontario
>> page 4

Aussi dans ce numéro: L'angoisse d'une mère >> page 5



VOLUME 1, N°7

WWW.UNIFOR.ORG

12 DECEMBRE 2013

uniforum



Le Canada a besoin des syndicats, affirme le sénateur Hugh Segal

Des syndicats actifs et la libre négociation collective sont essentiels pour bâtir un Canada prospère et une classe moyenne stable, a déclaré le sénateur conservateur Hugh Segal qui s'adressait au Conseil régional de l'Ontario d'Unifor.

>> Suite à la page 3

Le sénateur conservateur Hugh Segal s'est adressé au Conseil régional de l'Ontario la fin de semaine dernière à propos de l'importance des syndicats au Canada.

Toyota change son régime de retraite

Toyota Canada a clairement démontré que la compagnie pouvait changer le régime de retraite de ses employés quand et comment cela lui tente. C'est ce qu'elle vient tout juste de faire.

Lors d'une récente réunion, les employés se sont fait dire que ceux qui vont être embauchés après le 1^{er} janvier 2014 auront un régime de retraite à cotisations déterminées,

>> Suite à la page 2

Unifor fait les choses différemment

Trois mois après sa fondation lors de la fin de semaine de la fête du Travail, Unifor change déjà le ton du débat au Canada, a affirmé le président national, Jerry Dias, au Conseil régional de l'Ontario.

« Nous allons changer les choses. Nous allons bâtir le genre de Canada que nos membres veulent, a-t-il déclaré. « Unifor n'a pas été

mis sur pied pour maintenir le statu quo. »

En prenant la parole le 6 décembre à l'occasion de la Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes, Jerry Dias a dit qu'Unifor a été fondé en s'engageant à travailler au nom de tous les travailleurs et travailleuses, qu'ils soient syndiqués ou non, et pour s'attaquer aux enjeux critiques qui touchent nos collectivités, comme la violence chez les jeunes et la violence faite aux femmes.

« Mettre fin à la violence envers les femmes est notre

>> Suite à la page 3

#unifor

Voici une sélection de gazouillis sur @SyndicatUnifor

@YugeMtl: Au rassemblement contre le saccage de l'assurance emploi #Unifor avec @ViiMTL @Unifor6001 @SyndicatUnifor et @SyndicatRB en grève!

@SebastienRobert Bravo aux travailleurs de Pétroles Bilodeau, à Lévis, qui ont formé le 1^{er} nouveau syndicat @SyndicatUnifor au Québec #syndqc @FTQnouvelles

En bref

Les délégués de la FTQ soutiennent les travailleurs chez Silicium

La délégation représentant les travailleurs en lock-out de Silicium a été témoin d'un élan de générosité de la part de douzaines de sections locales qui se sont présentées au micro à la récente réunion de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, pour annoncer une aide financière en appui à leur combat. Plus de 95 000 dollars ont été recueillis. **U**

Le rapport sur les pêches est critiqué

Le président du Syndicat des pêcheurs, de l'alimentation et des travailleurs assimilés, Earle McCurdy, a demandé au gouvernement fédéral de rejeter les recommandations du Comité sur la situation des espèces en péril au Canada (COSEPAC) pour inclure la morue et d'autres espèces de poissons sur la liste de ceux qui sont en péril. Earle McCurdy a qualifié les recommandations comme étant « dépassées, inutiles et mal conçues ». **U**

Entente conclue chez DHL

Unifor a conclu une entente de principe à 2 h dans la nuit du 5 décembre pour une nouvelle convention pour ses membres chez DHL Express dans tout le Canada, deux heures avant le déclenchement d'une grève. Les votes de ratification vont se tenir à plusieurs endroits. Unifor représente plus de 600 travailleuses et travailleurs chez DHL en Colombie-Britannique, en Alberta, en Saskatchewan, au Manitoba, en Ontario et en Nouvelle-Écosse. **U**

Unifor : la voix des travailleuses et travailleurs

Le mouvement syndical sera confronté à de nombreux défis au cours des prochaines années, et Unifor sera à l'avant-scène pour que les droits des travailleuses et travailleurs ne soient pas diminués, a affirmé Katha Fortier, la directrice régionale de l'Ontario, à la première réunion du Conseil régional de l'Ontario d'Unifor.

« Ce doit être notre priorité absolue, a-t-elle dit. Un meilleur Ontario est possible. »

Unifor représente les travailleuses et travailleurs de toute l'économie ontarienne, alors le syndicat est tout à fait en mesure de parler au nom de toutes ces personnes et n'a pas à être gêné de le faire, a affirmé Katha Fortier.

« Les entreprises ont une voix politique, assez forte d'ailleurs », a souligné Katha Fortier.

En mentionnant le fait que Tim Hudak, chef du Parti conservateur de l'Ontario, souhaite se débarrasser de la formule Rand, qui prévoit que tous les employés d'un lieu de travail syndiqué doivent verser des cotisations même s'ils choisissent de ne pas faire partie d'un syndicat, Katha Fortier a déclaré qu'Unifor doit être actif aux prochaines élections provinciales, prévues l'année prochaine.

« Si Tim Hudak se fait élire et se débarrasse de la formule Rand, l'Ontario ne sera plus jamais la même », a fait valoir Katha Fortier. « Ce sera le combat de notre vie, consœurs et confrères, et l'Ontario devra repartir à zéro. »

Mais ce n'est pas suffisant de simplement protéger les droits existants, a-t-elle ajouté. Unifor est déterminé à améliorer la vie de tous les

Canadiens et Canadiennes. Dans le cadre de cet effort, Katha Fortier a souligné que l'un des premiers gestes d'Unifor a été de recommander que le salaire minimum en Ontario soit haussé à 14 dollars de l'heure. Le salaire minimum actuel de 10,50 dollars de l'heure place une travailleuse ou un travailleur à 20 pour cent sous le seuil de pauvreté, et ce n'est pas acceptable, affirme Katha Fortier.

« Un emploi devrait permettre à une personne de se hisser hors de la pauvreté. » L'Ontario lutte encore contre les séquelles de l'effondrement financier, et les conservateurs se servent des syndicats comme boucs émissaires pour expliquer les problèmes auxquels nous sommes confrontés. « À quel moment doit-on dire que ça suffit? » **U**

>> Suite de "Toyota change son régime retraite" sur page 1

donc moins sûr, alors que ceux qui travaillent à temps plein présentement – la dernière embauche a eu lieu en juillet – vont bénéficier d'un régime de retraite à prestations déterminées plus avantageux.

Ce changement a motivé encore plus les employés de Toyota à signer des cartes de membre d'Unifor dans le cadre de la campagne de recrutement qui se déroule dans les usines de la compagnie à Cambridge et Woodstock, en Ontario.

Un régime à cotisations déterminées ne garantit pas des prestations précises à la retraite, mais seulement les montants versés au régime. Un régime de retraite à prestations déterminées précise exactement ce qu'un travailleur va recevoir comme



Des travailleurs de Toyota ont assisté au Conseil régional de l'Ontario pour informer les délégué(e)s de l'évolution de la campagne de recrutement.

prestations.

Les régimes de retraite d'Unifor ne peuvent être changés sans le consentement des travailleuses et travailleurs.

Le nouveau régime de retraite à deux niveaux de Toyota, et l'offre d'une prime jusqu'à concurrence de 500 dollars qui sera versée en janvier, a enflammé les

discussions parmi les travailleurs de Toyota Motor Manufacturing Canada qui se sont ouvertement exprimés dans les médias sociaux.

7« Un régime de retraite à deux niveaux représente un avertissement. La prochaine étape, ce sera des salaires à deux niveaux. Je suis prêt à voter », a déclaré un travailleur. **U**

>> Suite de "Unifor fait les choses différemment" sur page 1

responsabilité », a affirmé Jerry Dias. « Consocérateurs, c'est notre engagement à votre endroit. »

Jerry Dias a souligné qu'Unifor travaille avec les communautés en crise et les jeunes, les personnes au chômage et celles qui occupent des emplois

précaires, pour que le Canada devienne un meilleur endroit. « Nous allons bâtir tous ces mouvements », a déclaré Jerry Dias en ajoutant que le programme unique des sections communautaires d'Unifor est un volet très important de ces efforts. Jerry Dias a mentionné avoir constaté que de plus en plus de Canadiens se tournent pour

les aider à améliorer leur vie, et Unifor sera là pour eux. Les jeunes, en particulier, réalisent qu'ils ne peuvent construire leur vie à partir de stages non rémunérés et d'emplois précaires, et se tournent vers Unifor pour obtenir de l'aide. « Les jeunes sont attentifs parce qu'ils ont été trahis, et leurs parents savent qu'ils ont été trahis », a dit Jerry Dias. « Les jeunes aujourd'hui ont

de la difficulté à construire leur vie, ils retournent vivre chez leurs parents. » 



Canada doit tenir un Sommet sur les emplois de qualité



Le Sommet sur les emplois de qualité deviendra l'événement

déterminant de la première année du syndicat, a soutenu l'économiste d'Unifor, Jim Stanford devant les membres du Conseil régional de l'Ontario.

« Le Canada doit tenir un Sommet sur les emplois de qualité », a déclaré Jim Stanford. « Il n'y a pas suffisamment d'emplois et ceux que nous avons se dégradent. » Les délégués et délégués ont accepté à l'unanimité une recommandation demandant à toutes les sections locales de l'Ontario de s'engager à participer au sommet qui se tiendra à Toronto les 4 et 5

octobre 2014 et à parrainer des forums préalables et autres événements dans leur communauté. Devant la croissance rapide des emplois précaires au Canada et les résultats d'une étude récente de Centraide indiquant que la moitié des emplois dans les régions de Toronto et Hamilton sont précaires d'une façon ou d'une autre, Jim Stanford a déclaré qu'Unifor se devait d'organiser ce sommet parce que le gouvernement ne fait rien en ce sens. Au Canada, plusieurs événements auront lieu d'ici la tenue du sommet pour rallier

des appuis et s'adresser à la population sur la façon de bâtir une économie qui offre aux jeunes autre chose que des emplois précaires et un avenir incertain. « Il ne s'agira pas simplement d'une conférence de deux jours à Toronto », a déclaré Jim Stanford. Créer des emplois pour les chômeurs permettra de raffermir l'économie puisque les gens disposeront d'un revenu pour dépenser et paieront des impôts afin que les gouvernements puissent financer les programmes que désire la population, a-t-il ajouté. 

>> Suite de "Le Canada a besoin des syndicats, affirme le sénateur Hugh Segal" sur page 1

« Les syndicats et la libre négociation collective font du Canada un endroit où il fait bon vivre », a ajouté le sénateur Segal lors d'une allocution peu courante par un conservateur en vue devant un rassemblement de syndicalistes. Plus tôt cette année, le sénateur Segal a piloté les tentatives du Sénat pour amender le projet de loi antisindical 377 du gouvernement Harper. « Il s'agissait d'un projet de loi injuste et inconstitutionnel », a déclaré le sénateur Segal tout en ajoutant qu'il continuera à s'opposer au projet de loi si le gouvernement Harper tente de le présenter à nouveau.

« Aussi vrai que je suis devant vous aujourd'hui, je continuerai à m'y opposer au Sénat. » Le président national d'Unifor, Jerry Dias, a souligné que le syndicat apprécie le soutien que le sénateur Segal a exprimé pour les travailleurs syndiqués, en dépit des politiques antisyndicales du Parti conservateur. « Le sénateur Segal comprend le rôle vital que les syndicats jouent dans la société, a-t-il mentionné. Il a montré qu'il est un homme de principes, et c'est exactement ce dont le Canada a besoin aujourd'hui. » Le sénateur Segal a souligné que le premier ministre Sir John A. MacDonald, également conservateur, a appuyé des lois syndicales fermes pour le Canada et croyait que la négociation collective était essentielle à un Canada prospère.

« Mes amis, voilà le type de conservateur devant vous ce matin », a déclaré le sénateur Segal. Le sénateur a également promis de s'opposer à toute tentative d'abolir la formule Rand selon laquelle tous les employés syndiqués dans un

milieu de travail doivent payer des cotisations syndicales, même s'ils décident de ne pas adhérer au syndicat. Pour lire l'allocution du sénateur Segal, rendez-vous sur le site <http://www.youtube.com/watch?v=OGV5wbeiSwM>. 



Les commentaires du sénateur conservateur Hugh Segal sur les droits des travailleurs ont été bien reçus par les délégué(e)s au Conseil régional de l'Ontario.

Encadré photo: Conseil régional de l'Ontario

VEUILLEZ SOUMETTRE VOS PHOTOS À COMMUNICATIONS@UNIFOR.ORG



SERVICE DES COMMUNICATIONS D' UNIFOR

Plus de 700 délégué(e)s, représentant(e)s et observateur(ice)s ont assisté au Conseil régional de l'Ontario.



SERVICE DES COMMUNICATIONS D' UNIFOR

Les délégué(e)s ont entendu des présentations de plusieurs orateur(ice)s fort intéressants pendant la fin de semaine.



SERVICE DES COMMUNICATIONS D' UNIFOR

Les chartes des deux premières sections communautaires ont été remises aux journalistes pigistes et aux ministres de l'Église unie.



SERVICE DES COMMUNICATIONS D' UNIFOR

La jeune travailleuse d'Unifor, Chase Robinson, section locale 247, a lancé un appel pour des dons destinés à l'opération « Christmas Cheer ».



SERVICE DES COMMUNICATIONS D' UNIFOR

Les travailleurs de Toyota participant à la campagne de recrutement à cet endroit ont assisté au Conseil régional de l'Ontario.



SERVICE DES COMMUNICATIONS D' UNIFOR

: Le président du Conseil des médias, Randy Kitt, écoute le vice-président de la section locale 723M, Angelo Catarin, présenter les conséquences des coupes de Rogers chez

Une mère tend la main aux assassins de son fils

Dans une allocution émouvante devant le Conseil régional de l'Ontario d'Unifor, Symone Walters a déclaré qu'elle se faisait du souci pour les deux jeunes malfaiteurs armés qui ont assassiné son fils l'été dernier, et elle s'est demandé ce qu'ils avaient bien pu connaître dans leur vie pour commettre un meurtre à un si jeune âge.

« Ces deux enfants doivent aussi savoir qu'ils sont toujours aimés », a déclaré Symone Walters à un auditoire silencieux de plus de 700 délégués et représentants syndicaux.

Le fils de Symone Walters âgé de 15 ans, Tahj Loor-Walters, a été abattu en juillet dernier alors qu'il était à bicyclette sur une esplanade du voisinage. Il est décédé à l'hôpital le 13 août.

Symone Walters a relaté

combien il était difficile de vivre sans son fils cadet, Tahj, et elle a remercié la section locale 112 d'Unifor pour son appui depuis le décès de son fils.

« Nous avons concerté nos efforts pour tenter de prévenir des tragédies semblables et éviter que d'autres parents vivent cette anxiété », a-t-elle déclaré. « Unifor m'a donné la force de poursuivre mon chemin. »

Le grand-père de Tahj, Victor Loor, est membre de la section locale 112 qui a organisé un barbecue communautaire en septembre pour amasser des fonds destinés à mettre fin à la violence chez les jeunes dans le secteur Jane/Finch où Tahj a été abattu. Les déléguées et délégués du Conseil régional de l'Ontario ont voté pour accorder un don de 5 000 \$ à un fonds au nom de Tahj



destiné à contrer la violence chez les jeunes.

« Aucun enfant ne doit craindre pour sa vie ou avoir peur d'aller à bicyclette dans le secteur où il a grandi », a ajouté Symone Walters en soulignant que le travail pour contrer la violence chez les jeunes doit commencer dès maintenant.

« Si nous n'entamons pas ce travail dès aujourd'hui,

cette violence ne cessera jamais. »

Pour faire un don au Fonds Tahj, faites un chèque à la « Section locale 112 d'Unifor » avec le nom « Fonds Tahj » sur la ligne « Pour » du chèque. Les chèques peuvent être envoyés à l'attention de Scott McIlmoyle, secrétaire-financier de la section locale 112, 30 Tangiers Road, Toronto, Ontario, M3J 2B2. 

Impact de la violence conjugale sur les lieux de travail

Les déléguées et délégués à la première réunion du Conseil régional de l'Ontario ont appuyé à l'unanimité une résolution afin de soutenir un nouveau projet de recherche portant sur les impacts de la violence conjugale sur les lieux de travail.

L'Université Western et le mouvement syndical au Canada ont uni leurs forces pour lancer une enquête sur l'impact de la violence conjugale sur les lieux de travail. Barb MacQuarrie, directrice communautaire du Centre de recherche et d'éducation sur la violence faite aux femmes et aux enfants de l'Université Western, s'est adressée aux déléguées et délégués au Conseil régional de l'Ontario d'Unifor.

Après avoir lu une lettre de Barb Dupont, mère de

Laurie Dupont, une infirmière qui a été assassinée par son ancien conjoint alors qu'elle était au travail à l'hôpital de Windsor en 2005, Barb a présenté certaines statistiques saisissantes sur la violence faite aux femmes et son impact en milieu de travail.

Des recherches américaines ont montré que le quart des employées ont connu de la violence conjugale, et que 70 pour cent de celles qui en sont victimes la subissent jusqu'au travail, a-t-elle dit aux déléguées et délégués.

« Ce n'est pas de l'apathie, ni un manque de compassion, qui nous empêche d'offrir un appui. C'est un manque de sensibilisation. »

Pour remplir le questionnaire anonyme, visitez le site : <http://www.fluidsurveys.com/s/>

[violence conjugale.](#)

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le

Programme des intervenantes auprès des femmes, visitez le site www.unifor.org/women

Continuez de recevoir Uniforum

Prochainement, nous allons cesser l'envoi postal de copies d'Uniforum aux personnes qui ne nous ont pas dit qu'elles souhaitent continuer de recevoir la version imprimée de l'infolettre.

Si c'est votre cas et que vous souhaitez continuer de recevoir une copie de l'infolettre par la poste, vous devez nous le signaler. Si vous ne souhaitez plus la recevoir par la poste, nous allons bientôt retirer votre nom de la liste d'envoi. Veuillez simplement envoyer un courriel au Service des communications à communications@unifor.org, ou téléphonez au 1-800-268-5763, poste 3771, ou nous envoyer un message au Services des communications d'Unifor, 205 Placer Court, Toronto, ON M2H 3H9.

Inscrivez-vous au courriel d'Uniforum à <http://www.unifor.org/en/whats-new/subscribe>.

Comment avons-nous obtenu nos droits?



Les sections locales, les militantes et les militants d'Unifor ont été à l'avant-scène du combat pour les droits des travailleurs depuis des décennies, a affirmé Bill Murnighan, directeur du Service de la recherche, au Conseil régional de l'Ontario dans le cadre d'une présentation sur la formule Rand.

Au Conseil régional de l'Ontario, deux sections locales historiques étaient présentes. La section locale

591G d'Unifor abrite le plus ancien syndicat du Canada, le Syndicat des typographes de Toronto, qui a déclenché une grève en 1872 pour obtenir la journée de travail de neuf heures.

La section locale 200 d'Unifor a organisé un blocus en 1945 dirigé contre la compagnie Ford Motor à Windsor pour obtenir la sécurité syndicale, ce qui a mené éventuellement à la formule Rand. Plusieurs autres sections locales et lieux de

travail représentés par Unifor ont joué un rôle déterminant dans l'adoption de dispositions en matière de sécurité syndicale dans la loi partout au pays.

« Nous partageons une histoire, et nous devrions nous rappeler que les mouvements ont une histoire », a souligné Bill Murnighan le 7 décembre. « Rien de tout cela n'est arrivé par hasard. Lorsque notre existence même est remise en question, il est vital que nous sachions d'où viennent nos

droits. »

Bill Murnighan a qualifié la formule Rand, qui faisait partie d'une entente arbitrée mettant fin à la grève de 99 jours chez Ford, de « fondement » de notre modèle actuel des relations de travail.

Pour en connaître davantage sur l'histoire des droits des travailleurs, consultez le site : http://www.unifor.org/sites/default/files/documents/document/full_booklet_french.pdf

Le projet de loi C-4 menace les relations



Il est inapproprié pour le gouvernement Harper d'apporter des modifications radicales aux lois du travail par le biais d'un projet de loi omnibus sur la mise en œuvre du budget, ce qui rend beaucoup plus difficile toute consultation et prise en considération adéquates, a fait valoir Unifor devant le Comité permanent des finances du gouvernement fédéral au sujet du projet de loi C-4.

« Il est risqué d'entreprendre des changements ad hoc pour des raisons partisans ou idéologiques. Procéder ainsi risque de porter sérieusement atteinte aux relations syndicales-patronales à long terme dans la fonction



Le président de la section locale 2182, Chad Stroud, s'adresse au Comité permanent des finances du gouvernement fédéral.

publique fédérale », a affirmé le syndicat dans un mémoire présenté par le directeur des transports, Ron Smith, et le président de la section locale 2182 d'Unifor, Chad Stroud.

Unifor représente des travailleurs concernés, dont

les opérateurs radio de la Garde côtière canadienne, les employés du Service d'imprimerie (non surveillants) et les contrôleurs aériens de Transport Canada. Unifor représente aussi le personnel du Groupe

technique de la Chambre des communes régis par la Loi sur les relations de travail au Parlement.

Ron Smith et Chad Stroud ont dit que le projet de loi C-4 va permettre à l'employeur de déterminer unilatéralement ce qui constitue un service essentiel plutôt que de procéder en négociant avec ses syndicats.

Ils ont aussi discuté des problèmes que posent les changements apportés au processus d'arbitrage par le projet de loi C-4 pour les employés touchés.

La version complète du mémoire se trouve à l'adresse : http://www.unifor.org/sites/default/files/attachments/finance_committee_bill_c-4_labour_law_brief_fr.pdf

Les mises à pied chez PotashCorp sont un choc



Les mises à pied que PotashCorp a annoncées ce matin se feront ressentir dans toutes les collectivités du centre de la Saskatchewan, selon Unifor, le syndicat qui représente de nombreux travailleurs de la mine de Lanigan, en Saskatchewan.

La section locale 922 d'Unifor a rencontré des représentants de l'entreprise pour discuter des détails entourant les mises à pied et pour établir la liste des personnes touchées. Au total,

440 emplois sont abolis en Saskatchewan, y compris près de 212 travailleurs membres d'Unifor mis à pied à Lanigan.

Plusieurs d'entre eux vivent à l'extérieur de Lanigan, située juste à l'est de Saskatoon, et font l'aller-retour au travail. Cela signifie que les mises à pied, en vigueur immédiatement et annoncées seulement trois semaines avant Noël, auront des répercussions sur plusieurs petites collectivités rurales de la Saskatchewan,

estime le président de la section locale 922, Rick Suchy.

« C'est tout un choc. J'ai reçu un appel à 5 h pour aller à la rencontre de la direction de l'entreprise, qui m'a annoncé la nouvelle », relate M. Suchy.

Les travailleurs de la mine ont été informés peu de temps après leur arrivée. Avant même de commencer leur quart de travail, plusieurs ont reçu l'instruction de rentrer à la maison immédiatement. Les travailleurs mis à pied

recevront une indemnité de départ de huit semaines en cas de mise à pied permanente.

« Le moment choisi pour ces mises à pied rendra Noël très difficile pour de nombreuses familles », a ajouté Scott Doherty, directeur de la région de l'Ouest d'Unifor.

La section locale 922 représente 450 travailleurs de PotashCorp

L'exécutif élu du Conseil régional de l'Ontario



Les délégué(e)s au Conseil régional de l'Ontario ont élu leur premier comité exécutif.

Le Conseil régional de l'Ontario d'Unifor a élu son premier comité exécutif et les membres de sept comités le 6 décembre à Toronto.

Comité exécutif

Président : Dino Chiodo, président de la section locale 444

Vice-présidente : Candace Lavalley, présidente de la section locale 7-O

Secrétaire-trésorier : Tullio DiPonti, secrétaire-trésorier de la section locale 2458

Membres ordinaires : Jim Reid, président de la section locale 27 ; Kari Jefford, présidente de la section locale 229 ; Wayne Gates, président de la section locale 199 ; Anne Marie MacInnis, présidente de la section locale 598 ; Mark Mathewson, président de la section locale 848 ; Debbie Montgomery, présidente de la section locale 4268 ; Ka Hung Wong, secrétaire-trésorier de la section locale 87-M;

Maggie Harbert, présidente de la section locale 35-O.

Deux comités ont été élus par l'assemblée complète du Conseil.

Comité d'action politique :

Chris Taylor, section locale 200; Jacqueline McIntosh, section locale 79-M ; Willie Lambert, section locale 1256

Santé, sécurité et environnement :

Stephanie Brownlee, section locale 26 ; Jamie Wright, section locale 88 ; Scott McImoyle, section locale 112

Les cinq comités du Conseil représentant les groupes recherchant l'équité ont été élus lors de réunions des caucus de leurs pairs.

Comité des lesbiennes, gais, bisexuels et transgenres :

Kellie Scanlan, section locale 414 ; Sue Slean, section locale 975 ; Steve Olsen, section locale 1359

Comité des travailleuses et travailleurs autochtones et racisés :

Sharon Davis, section locale 414 ; Carl Cywink, section locale 2163 ; Bobby Pearsall, section locale 6008

Comité des travailleuses et des travailleurs ayant un handicap :

Sam Snyders, section locale 1996 ; Denise Viau, section locale 444 ; Derek MacLeod, section locale 6004

Comité sur la condition féminine :

Pearl Almeida, section locale 6006 ; Gwen Campbell, section locale 1285 ; Susan MacKinnon, section locale 444

Comité des jeunes travailleuses et travailleurs :

Allison Buckler, section locale 2002 ; Liam Howes, section locale 25 ; DJ Lacey, section locale 2098 

Campagnes en vedette

Montez à bord

Unifor demande une révision complète du système ferroviaire voyageurs au Canada, y compris la mise sur pied d'un service de trains à grande vitesse.

Des années de compressions budgétaires

imposées par le gouvernement à Via Rail ont entraîné des réductions de services et d'emplois, de même qu'une baisse de l'achalandage. Unifor réclame une nouvelle vision pour les services ferroviaires voyageurs au Canada.

Une meilleure utilisation des trains voyageurs contribuerait à protéger l'environnement, réduirait la congestion routière et stimulerait le secteur manufacturier.

Pour lire le rapport d'Unifor sur Via Rail, consultez le site

POUR PROMOUVOIR UNE CAMPAGNE DANS VOTRE SECTION LOCALE OU VOTRE RÉGION, COMMUNIQUEZ AVEC COMMUNICATIONS@UNIFOR.ORG www.unifor.org/passengerrail 

Unifor salue les engagements pris envers les forestiers

Au sortir du Rendez-vous de la forêt québécoise organisé par le gouvernement du Québec, le syndicat Unifor s'est réjoui des engagements pris par les élus envers les travailleurs de l'industrie forestière.

« Nous attendions ces mesures depuis longtemps », a déclaré Renaud Gagné, directeur adjoint de la région du Québec d'Unifor.

« Nous nous sommes cependant engagés à rester vigilants au cours des prochains mois afin que des mesures concrètes en découlent », a-t-il promis.

Depuis des années, les membres d'Unifor avaient averti que le nouveau régime forestier québécois aurait des répercussions catastrophiques sur les conditions de travail et la rémunération dans l'industrie forestière à moins que des changements y soient apportés.

Aujourd'hui, plus de huit mois après l'entrée en vigueur du régime, le constat est pire encore que ce qu'Unifor avait pressenti, alors que 30 % des emplois syndiqués ont disparu et que les conditions de travail ont diminué de 15 à 25 %.

C'est pourquoi Unifor a organisé une manifestation qui a réuni près de 200 travailleurs forestiers et militants du syndicat en marge de l'ouverture du Rendez-vous de la forêt québécoise, les 21 et 22 novembre. La ministre des Ressources naturelles, Martine Ouellet, est sortie à l'extérieur pour s'adresser aux manifestants en promettant de régler le dossier.

La première ministre, Pauline Marois, s'est aussi engagée à corriger la situation avant le début de la prochaine saison de récolte. 



Meilleurs vœux!

Ce moment de l'année est une occasion de célébrer, mais aussi de réfléchir à nos relations avec notre famille, nos amis, nos collègues et notre communauté.

Tout en prenant le temps de célébrer, n'oublions pas les personnes qui ont besoin d'aide et redoublons d'effort pour améliorer la vie de tous.

Bien que la période des Fêtes n'ait lieu qu'une fois par année, notre engagement à travailler pour un niveau de vie décent et un vibrant avenir pour tous s'exprime à longueur d'année.

*Nous vous souhaitons un très joyeux temps
des Fêtes, en toute sécurité!*



unifor
theUnion | lesyndicat